

OTC

Vladimir Poutine accueille aujourd'hui Nikol Pachinian et Ilham Aliev

Le président russe Vladimir Poutine accueille aujourd'hui des pourparlers entre les dirigeants arménien et azerbaïdjanais, deux mois après avoir négocié un accord de cessez-le-feu qui a mis fin à la guerre au Haut-Karabakh.

Le Kremlin a annoncé dimanche que Poutine, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev discuteront à Moscou de la mise en œuvre de l'accord et « de nouvelles mesures visant à résoudre les problèmes existants dans la région ».

« Une attention particulière sera accordée à la fourniture d'une assistance aux résidents des zones qui ont souffert des hostilités et du déblocage, ainsi qu'au développement des liaisons commerciales et de transport », a-t-il indiqué, ajoutant que Poutine tiendra également des réunions séparées avec Pachinian et Aliev.

Poutine a discuté du conflit du Karabakh avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, le ministre de la Défense Sergueï Shoigu et trois hauts responsables de la sécurité lors d'une vidéoconférence qui s'est tenue plus tard dans la journée de dimanche. Aucun détail de cette discussion n'a été rendu public.

Pendant ce temps, l'attachée de presse de Pachinian, Mane Gevorgian, a souligné le « caractère économique » de la prochaine réunion trilatérale, affirmant qu'elle se concentrera sur l'ouverture de la frontière arméno-azerbaïdjanaise prévue par l'accord du 9 novembre.

L'accord de trêve engage spécifiquement Erevan à ouvrir une liaison de transport entre l'enclave du Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan, qui passerait vraisemblablement par la province arménienne de Syunik, au sud-est.

Gevorgian a de nouveau insisté sur le fait que cela ne servira pas de « couloir » permanent et que l'Arménie pourra, pour sa part, utiliser le territoire azerbaïdjanais comme voie de transit pour les expéditions de marchandises vers et depuis la Russie et l'Iran.

Elle a également réaffirmé que l'ouverture des liaisons de transport sera conditionnelle à la libération par Bakou des dizaines d'Arméniens toujours en captivité et à la facilitation des recherches en cours pour retrouver d'autres soldats et civils disparus pendant la guerre de six semaines. « Sans solution ou progrès majeur sur ces questions, il sera extrêmement difficile de discuter de l'agenda économique », a-t-elle écrit sur Facebook.

Gevorgian a ensuite rejeté les affirmations de l'opposition arménienne selon lesquelles Pachinian pourrait accepter davantage de concessions territoriales à l'Azerbaïdjan lors de ses entretiens avec Aliiev. « Aucun document sur la résolution du conflit du Karabakh ou de toute question territoriale ne doit être signé à Moscou », a-t-elle noté.

Une alliance de plus d'une douzaine de partis d'opposition arméniens cherchant à évincer Pachinian a exprimé sa vive inquiétude face aux prochains pourparlers arméno-azerbaïdjanais. L'un de ses dirigeants, Vazgen Manukian, a demandé une réunion urgente avec le ministre des Affaires étrangères Ara Ayvazian, le directeur du Service de la sécurité nationale Armen Abazian et le plus haut général de l'armée arménienne, Onik Gasparian.

Ayvazian a rencontré samedi Manukian et deux autres dirigeants de l'opposition.

« Armen Abazian et Onik Gasparian ont évité une réunion, ce qui n'a fait qu'aggraver nos inquiétudes et nos soupçons », a commenté Manukian dans un communiqué publié dimanche.

« Le Mouvement [d'opposition] pour le salut de la patrie déclare que toute décision [à prendre à Moscou] contre les intérêts de l'Arménie et de l'Artsakh sera rejetée par le peuple arménien et invalidée après un changement de régime », a-t-il averti.

Les forces de l'opposition accusent Pachinian de la défaite de l'Arménie dans la guerre de six semaines et veulent qu'il cède le pouvoir à un gouvernement intérimaire qui organiserait des élections législatives anticipées dans un délai d'un an. Le Premier ministre a rejeté les demandes de l'opposition.

2. Le Parisien

10 Janvier 2021

Haut-Karabakh : entretien Poutine-Macron à la veille d'une réunion tripartite

[Haut-Karabakh : entretien Poutine-Macron à la veille d'une réunion tripartite - Le Parisien](#)

Un temps d'échange est prévu lundi entre les leaders russe, azerbaïdjanais et arménien sur le Haut-Karabakh, où un conflit armé a resurgi ces derniers mois.



Une vue aérienne du village de Zangilan, situé au Haut-Karabakh

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue français Emmanuel Macron se sont entretenus par téléphone dimanche, à la veille d'une réunion tripartite entre les leaders russe, azerbaïdjanais et arménien sur le Haut-Karabakh.

Vladimir Poutine doit recevoir lundi le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev et le Premier ministre arménien Nikol Pachinian à Moscou pour des pourparlers trilatéraux au sujet de la mise en oeuvre de l'accord de cessation des hostilités au Nagorny Karabakh, signé le 9 novembre sous l'égide de la Russie.

Six semaines de conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont débouché sur une défaite arménienne et [la signature d'un texte](#) accordant d'importants gains territoriaux à Bakou dans cette zone montagneuse du Caucase disputée depuis des décennies.

Macron veut maintenir « une étroite coordination »

La Russie, la France et les Etats-Unis coprésident le groupe de Minsk de l'OSCE, le principal médiateur international dans ce conflit depuis le milieu des années 1990. « Compte tenu de (...) la stabilisation de la situation du Haut-Karabakh, il a été noté que, tout d'abord, lors de cette réunion, seront envisagées de nouvelles mesures pour instaurer une vie pacifique dans la région », a indiqué le Kremlin.

Emmanuel Macron « a insisté sur les aspects humanitaires et rappelé la nécessité d'engager un travail devant mener à un règlement politique, qui nécessitera une coordination internationale », indique pour sa part l'Elysée, précisant que les deux présidents « ont convenu de maintenir une étroite coordination dans cette perspective ».

Le Kremlin a indiqué plus tôt dans la journée que la réunion de lundi était destinée à « résoudre les problèmes dans la région », ajoutant qu'« une attention particulière sera accordée aux questions de l'assistance aux résidents des zones touchées par les hostilités, ainsi qu'au débloquant et au développement de relations commerciales, économiques et de transport ».

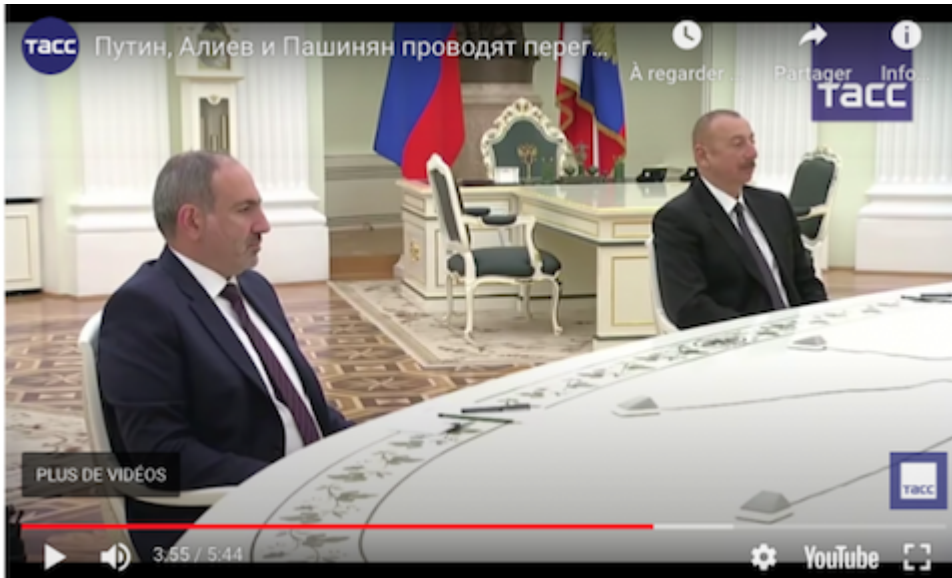
En plus de la réunion tripartite, Vladimir Poutine doit s'entretenir en tête à tête avec Ilham Aliev et Nikol Pachinian. Dimanche, le Kremlin a annoncé que le président avait tenu une réunion préparatoire avec entre autres le chef de la diplomatie Sergueï Lavrov et le ministre de la Défense Sergueï Choïgou, ainsi qu'avec les chefs des services de renseignement.

3 Les nouvelles d'Arménie

11 janvier 2021

Poutine envisage une solution sur le « long terme »

[Poutine envisage une solution sur le « long terme » - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Moscou, 11 jan 2021 (AFP) – L'accord de cessation des hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Nagorny Karabakh, où des troupes russes ont été déployées, est un « préalable » pour régler ce conflit sur le long terme, a indiqué lundi le président russe Vladimir Poutine.

"Nous constatons que nos accords tripartites se réalisent progressivement, et nous sommes convaincus que cela crée les conditions préalables pour une résolution complète du conflit sur le long terme", a affirmé M. Poutine, s'exprimant lors de pourparlers à Moscou avec les dirigeants arménien et azerbaïdjanais, Nikol Pachinian et Ilham Aliev.

« La situation est maintenant calme dans la région », a-t-il ajouté, soutenant que 48.000 réfugiés ayant fui les combats étaient déjà revenus au Karabakh depuis l'entrée en vigueur de l'accord.

Signé le 9 novembre sous l'égide de Moscou, ce texte avait mis fin à six semaines d'affrontements entre Erevan et Bakou pour le contrôle de la région indépendantiste du Nagorny Karabakh.

L'accord a marqué une cuisante défaite militaire de l'Arménie qui a dû rétrocéder une partie du Nagorny Karabakh et d'importants territoires l'entourant.

Près de 2.000 soldats de la paix russes ont par ailleurs été déployés sur place, pour assurer le respect du cessez-le-feu.

Depuis novembre, plusieurs incidents meurtriers entre troupes du Karabakh

et armée azerbaïdjanaise ont néanmoins menacé la solidité de l'accord. Lundi, Vladimir Poutine a indiqué que plus de 22.000 engins explosifs avaient été neutralisés par des démineurs russes depuis leur déploiement. Il a ajouté que 800 tonnes de matériaux de construction avaient été livrées dans la région par Moscou.

"Nous accordons une attention particulière au déblocage des échanges économiques et commerciaux, des transports (...) et à l'ouverture des frontières", a affirmé le président russe.

Peuplée majoritairement d'Arméniens, la région montagneuse du Nagorny Karabakh, soutenue par Erevan, avait fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, entraînant une guerre dans les années 1990 qui a causé la mort de 30.000 personnes et fait des centaines de milliers de réfugiés.

La reprise intensive des combats, entre septembre et novembre, a fait plus de 6.000 morts, selon les bilans officiels. Bakou avait alors profité du précieux soutien de la Turquie.

par [Ara Toranian](#) le lundi 11 janvier 202

4.Conflis

7 Janvier 2021

La nouvelle donne au Caucase

[La nouvelle donne au Caucase | Conflits \(revueconflits.com\)](#)



La guerre de quarante-quatre jours (27 septembre-10 novembre, 5 000 morts) dans le Haut-Karabakh a rebattu les cartes dans le Caucase. Elle a d'abord confirmé la déroute complète des Arméniens et la victoire sans appel des Azerbaïdjanais. L'Arménie perd les territoires conquis en 1994. Elle renonce, pour un temps, à contrôler cette « province » liée aux racines de son identité. L'Azerbaïdjan récupère 80 % du Karabakh. Pour la Turquie aussi, cette nouvelle poussée à l'extérieur de ses frontières est un succès, malgré le retour au premier plan de la Russie qui conforte son rôle d'arbitre.

Dès le début du conflit, les Arméniens ont perdu l'initiative. Mal renseigné, en infériorité numérique et technologique, le [Karabakh](#) a tenté de résister. L'héroïsme n'a pas suffi. La balance des potentiels était largement en faveur de Bakou. Après sa défaite de 1994, l'Azerbaïdjan avait reconstitué son armée en achetant des armes modernes à la Turquie, à la Russie et à Israël, grâce aux milliards de dollars tirés de ses hydrocarbures. Cette reconquête avait été annoncée par le président autocrate [Ilham Aleyev](#), au pouvoir depuis 2003. Il en avait fait « une grande cause nationale », avec le soutien de son peuple et l'appui de la Turquie, décisif : des spécialistes turcs ont armé des drones, redoutables, et quelques milliers de combattants djihadistes envoyés par Ankara sont venus en renfort.

De son côté, l'Arménie avait négligé son armée, dotée d'armes achetées au rabais. Les Arméniens se sont endormis, bercés par les chants à la gloire de héros des années 1990-1994. Ils ont cru au soutien de Moscou, par le biais de l'[Organisation du traité de sécurité collective](#) (OTSC) les liant à la Russie. Ce traité prévoit en effet la défense de chacun des membres de l'OTSC par les autres, mais seulement en cas d'intervention militaire étrangère. [article réservé aux abonés].

5.Les Nouvelles d'Arménie

7 Janvier 2021

2021, année de tous les dangers pour Erdogan

La récession économique et la crise sanitaire ont sapé la popularité du président turc dans son pays. A l'international, il est confronté aux menaces de sanctions européennes et aux

positions sûrement moins conciliantes de l'administration Biden.

Analyse. L'année 2021 s'annonce périlleuse pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Malgré ses nouveaux atours de chef militaire audacieux, malgré les succès de ses drones en Syrie, en Libye, dans le Haut-Karabakh, il est dans une impasse, confronté en interne à son déclin politique, et isolé sur l'arène internationale.

Comment va-t-il s'y prendre pour retrouver sa touche magique auprès de l'électorat désenchanté ? Peut-il regagner la confiance perdue de ses alliés traditionnels ? A Washington comme à Bruxelles, l'indulgence n'est plus de mise. En décembre, le Congrès américain a infligé des sanctions à la Turquie, en représailles à l'achat du système de missiles antiaériens S-400 à la Russie, l'ennemi de l'OTAN. Et l'Union européenne s'est dite prête à sévir au cas où les provocations turques viendraient à se poursuivre en Méditerranée orientale.

LA SUITE SUR LE LIEN PLUS BAS

par [Ara Toranian](#) le jeudi 7 janvier 2021

5. Les Nouvelles d'Arménie

10 Janvier 2021

Maral Najarian prisonnière de l'Azerbaïdjan ?

[Maral Najarian prisonnière de l'Azerbaïdjan ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)



Dans un tweet publié samedi, la militante féministe, Lara Aharonian, fondatrice et la directrice du Women's Resource Center of Armenia basé à Erevan, dénonce le sort réservé à Maral Najarian, citoyenne libanaise détenue par l'Azerbaïdjan , qui s'était installée à Shushi. Aucune information n'a filtré à son sujet depuis plusieurs mois.

« Maral Najarian, est l'une des femmes prisonnières civiles détenues par l'Azerbaïdjan. Je ne peux même pas imaginer dans quel état elle se trouve maintenant et je me demande si quelqu'un des organisations de femmes à Bakou s'enquiert de l'état des prisonnières civiles Arméniennes comme elle. », s'indigne Lara Aharonian.

Il y aurait trois autres femmes en captivité à Bakou.

par [Jean Eckian](#) le dimanche 10 janvier 2021

6.Le Figaro

6 Janvier 2021

Par Christian Authie

L'Ami arménien, d'Andreï Makine: son roman le plus émouvant

[L'Ami arménien, d'Andreï Makine: son roman le plus émouvant \(lefigaro.fr\)](#)

CRITIQUE - L'académicien signe un très beau livre sur l'amitié entre deux adolescents en Sibérie à la fin des années 1960.

Entre le narrateur, âgé de 13 ans, vivant dans un orphelinat de Sibérie, et Vardan, de un an son aîné, l'amitié se noua face à une bande de petites brutes. Le plus jeune prit la défense de celui qui avait le profil du bouc émissaire idéal: fragile, sensible, différent. Vardan entraîne alors son nouvel ami dans le quartier où il vit. Au «*Bout du diable*» cohabitent quelques perdants de l'histoire, des anciens détenus, des destins fracassés et surtout une petite communauté arménienne à laquelle appartient le garçon.

L'orphelin protecteur ne peut rien contre la maladie pulmonaire dont est atteint Vardan, mais il découvre grâce à lui ce «*royaume d'Arménie*», un îlot de tendresse malgré les tragédies passées et présentes. Ici, les Arméniens attendent le jugement de certains des leurs détenus dans la prison voisine, antichambre du Goulag. Des photos de famille jaunies, sur lesquelles une fillette serre entre ses mains une poupée, témoignent d'un «*passé interdit aux aveux*» qui va pourtant révéler

Cet article est réservé aux abonnés. Il vous reste 68% à découvrir.

7.La Croix

10 janvier 2021

Après le conflit au Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan au défi de la victoire

[Après le conflit au Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan au défi de la victoire \(la-croix.com\)](#)

La victoire dans le Haut-Karabakh, le 9 novembre, a permis à l'Azerbaïdjan de récupérer des régions perdues après une guerre humiliante contre l'Arménie, au moment de la chute de l'URSS. Leur mise en valeur comporte aujourd'hui de nombreuses difficultés.

Perchée sur une falaise, surplombant le [Haut-Karabakh](#), la cité historique de Choucha fait l'objet, depuis sa conquête par les troupes azerbaïdjanaises, de toutes les attentions. Le 5 janvier, deux mois après la fin de la guerre qui a vu l'Azerbaïdjan arracher à l'Arménie une grande partie de cette région montagneuse, le président Ilham Aliyev a consacré cette ville, meurtrie par les combats, « *capitale culturelle* » du pays.

Son patrimoine, promet-il, sera restauré « *sans perdre de temps* », et un grand festival de poésie s'y tiendra dès 2021, à l'occasion duquel un nouvel aéroport international sera inauguré. Une autoroute et une voie ferrée sont également en cours de construction pour connecter cette future vitrine de la victoire à l'Azerbaïdjan. Mais les projets ne s'arrêtent pas à Choucha. À peine deux jours plus tard, le 7 janvier, Ilham Aliyev annonçait l'édification d'un second aéroport dans le Haut-Karabakh.

Comme s'il ouvrait un nouveau front pionnier, ce président autoritaire parvenu au pouvoir en 2003 scande sans trêve, depuis l'accord de paix du 9 novembre, les projets voués à mettre en valeur les territoires conquis du Haut-Karabakh. Une reconstruction qui signifiera l'ouverture d'« *une nouvelle ère* » pour l'Azerbaïdjan, a-t-il promis à l'occasion d'une parade militaire grandiose, à Bakou, le 10 décembre. Mais la tâche est immense, et les défis nombreux.

Un long déminage dans les régions conquises

Les régions reconquises sont jonchées de mines et de munitions d'artillerie non explosées. Des responsables de l'agence azerbaïdjanaise chargée du déminage ont déclaré que leur suppression pourrait prendre une dizaine d'années. Joint par *La Croix*, Hikmet Hajiyev, conseiller du président Aliyev pour les questions internationales, affirme que ce processus sera progressif, et assainira en priorité les zones habitées, afin de permettre le retour des centaines de milliers de réfugiés azerbaïdjanais, qui ont fui ces territoires lors de la conquête de la région par l'Arménie au début des années 1990.

Rares sont ceux qui retrouveront leur maison. Les dégâts infligés par le récent conflit viennent se superposer aux ravages causés par cette première guerre, et les destructions provoquées par les Arméniens dans les années qui ont suivi. La ville d'Agdam, qui comptait autrefois 25 000 habitants, est devenue une ville fantôme. Ailleurs, les infrastructures les plus élémentaires manquent souvent. D'après plusieurs experts, reconstruire la région de manière à permettre son repeuplement pourrait coûter des dizaines de milliards de dollars. Un montant qui excède de loin les capacités de l'Azerbaïdjan, dont l'économie a été percutée par la [pandémie](#).

« *Des mécanismes sont à l'étude pour attirer des investissements, comme des exemptions*

fiscales ou une zone économique libre, mais la priorité, ce sont les infrastructures lourdes, qui seront en grande partie financées par l'État, et par des partenariats public-privé », explique Hikmet Hajiyev. Plusieurs contrats importants ont déjà été signés avec des sociétés turques. Difficile néanmoins d'intéresser les investisseurs internationaux sans la promesse d'une paix durable. Las, sur ce volet, les perspectives sont minces.

L'accord qui a mis un terme aux combats demeure lacunaire, et doit faire l'objet de négociations plus approfondies. Il est très probable qu'elles achoppent sur la question centrale du statut à accorder aux Arméniens vivant dans le Haut-Karabakh. Erevan fait valoir leur droit à l'autodétermination. Bakou ne veut pas en entendre parler. Or, tant que la force russe de maintien de la paix sera présente dans la région, l'Azerbaïdjan ne pourra pas – comme cet automne – recourir à la force pour bousculer le statu quo. L'absence de résolution risque fort d'écorner les perspectives de développement de la région, et avec elles, la « *nouvelle ère* » esquissée par le président Aliyev.

Les grandes dates du conflit dans le Haut-Karabakh

1988-1994. Première guerre du Haut-Karabakh. Les Arméniens s'emparent de la région, et prennent le contrôle de sept districts azerbaïdjanais alentour.

Avril 2016. La « guerre des quatre jours » marque l'échec du processus de paix sous l'égide du groupe de Minsk (France, Russie, États-Unis)

27 septembre 2020. Début de la « deuxième guerre du Haut-Karabakh ». Les troupes azerbaïdjanaises se lancent à l'assaut des défenses arméniennes.

9 novembre 2020. Un accord de paix négocié par l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie acte la défaite arménienne. Les régions occupées depuis 1994 par l'Arménie sont rétrocédées à l'Azerbaïdjan.

8. Les Nouvelles d'Arménie

10 Janvier 2021

Les chefs de la sécurité arménienne et azérie se rencontrent à nouveau

Les chefs des principaux services de sécurité arméniens et azerbaïdjanais se sont à nouveau réunis samedi pour discuter de la mise en œuvre de l'accord négocié par la Russie pour mettre fin à la guerre au Haut-Karabakh.

Dans une brève déclaration, le service de sécurité nationale (NSS) arménien a déclaré que la réunion s'était déroulée dans un no man's land dans une section de la frontière arméno-azerbaïdjanaise à environ 70 kilomètres au sud d'Erevan.

Selon le communiqué, le directeur du NSS, Armen Abazian, et le chef du service de sécurité de l'État d'Azerbaïdjan, Ali Nagiyev, ont discuté « de l'échange de prisonniers et de la recherche de personnes disparues ». « Les contacts sur ces sujets se poursuivent », a-t-il ajouté.

Abazian et Nagiyev avaient déjà discuté de ces questions à la fin du mois dernier lors d'une réunion à Moscou organisée par Alexander Bortnikov, chef du Service fédéral de sécurité russe. Le NSS avait dit par la suite qu'ils étaient parvenus à des « accords » non spécifiés.

L'accord de cessez-le-feu négocié par le président russe Vladimir Poutine le 9 novembre appelle à l'échange de tous les prisonniers de guerre et civils détenus par les parties en conflit. Jusqu'à présent, 54 Arméniens ont été libérés et renvoyés chez eux. Des dizaines d'autres sont toujours en captivité en Azerbaïdjan.

Il s'agit de 62 soldats arméniens qui ont été faits prisonniers début décembre lorsque les forces azerbaïdjanaises se sont emparées des deux derniers villages contrôlés par les Arméniens dans le district de Hadrut du Karabakh occupés par eux pendant la guerre de six semaines.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, rendue publique en début de semaine dernière, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, a qualifié les soldats de « saboteurs » et a indiqué l'intention des autorités azerbaïdjanaises de les poursuivre pour de tels chefs d'accusation.

Le ministère arménien des Affaires étrangères a condamné samedi les plans de Bakou. Il s'agit pour lui d'une violation flagrante du droit international et de l'accord de trêve du Karabakh. Il a accusé la partie azerbaïdjanaise « d'utiliser des prisonniers de guerre arméniens comme otages pour faire avancer son programme politique ».

9.Les Nouvelles d'Arménie

11 Janvier 2021

Sur l'inévitabilité de la construction d'un État

substantiel



[Sur l'inévitabilité de la construction d'un État substantiel - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

L'opportunité de restaurer l'État arménien a été le rêve de notre peuple depuis maintenant plusieurs siècles. La restauration d'un tel État a émergé non seulement de la nécessité d'avoir un foyer national afin de préserver notre culture, notre identité et notre histoire, mais aussi de la volonté de prendre en main notre destin. Telle était la mission de nos ancêtres, qui face aux épreuves cruelles et sanglantes de l'histoire, ont pratiquement fait l'impossible en préservant nos valeurs et en développant la civilisation arménienne en l'absence d'un État.

Nos ancêtres nous ont laissé un héritage colossal, en espérant que l'héritage que nous transmettrons aux générations futures sera d'une toute autre qualité.

L'histoire des relations internationales témoigne que les petits pays sont souvent victimes des intérêts des grandes puissances, comme cela nous est arrivé sous l'Empire ottoman. Les nations qui ont su analyser, à temps et lucidement, les causes de leurs échecs et souffrances pour travailler à corriger leurs propres erreurs, développer une vision claire et des projets de

développement, ont pu créer des États systémiques de haute qualité – capables non seulement de répondre aux besoins internes de leurs citoyens et de les protéger des menaces externes, mais aussi de créer des conditions pour égaler les puissances régionales et même les grandes puissances mondiales, en accordant leurs propres intérêts avec ces derniers ou en devenant dans certains cas de véritables alliés d'importance.

De tels exemples existent, et prouvent qu'en élaborant une politique, une diplomatie et une gouvernance bien réfléchis, un peuple, même s'il est privé de ressources naturelles considérables, peut obtenir d'excellents résultats.

Aujourd'hui nous vivons un nouvel épisode de dépression nationale dans notre histoire, et c'est à nous de décider si nous allons pouvoir la surmonter et sur quelles fondations nous allons construire notre avenir.

Les omissions d'aujourd'hui sont le résultat de problèmes profondément enracinés, accumulés et non résolus au cours des trois dernières décennies et il semblerait que chez chacun de nous, de haut en bas, il n'y ait aucune volonté d'assumer la responsabilité de son propre destin. Et il ne s'agit pas là d'un manque d'autocritique, mais de la nature superficielle de cette dernière. Nous recherchons comme auparavant des points d'appui particuliers, des « sauveurs » sous la forme d'individus ou de pays capables de nous conduire dans la bonne direction, qui nous mèneront à terme à la prospérité et à la sécurité. Dans ces recherches convulsives, nous avons complètement oublié que ce chemin est sous nos yeux et s'appelle la République indépendante d'Arménie.

Notre rêve millénaire s'est réalisé : nous avons enfin notre propre patrie, notre drapeau, notre emblème et notre hymne national. Nous pouvons enfin être arméniens dans un État arménien reconnu par la communauté internationale. Pour la première fois depuis des siècles, les Arméniens n'ont pas perdu de territoires historiques, mais ont réussi à les retourner dans les années 1990 lors d'une guerre provoquée par un adversaire aux ressources bien supérieures aux nôtres. Nous avons pu le faire parce que notre force motrice étaient nos rêves et notre dévouement aux idéaux de la nation. Dotés d'une énergie insensée, chaque arménien, partout dans le monde, avait pris sur lui la charge d'atteindre l'objectif national.

Les événements ultérieurs ont montré à quel point nous sous-estimions ce don de l'histoire. Au lieu de mettre en place des projets de construction étatiques et nationaux basés sur les exemples réussis d'autres petits peuples et pays, nous nous sommes davantage concentrés sur l'imitation. La base d'un système immunitaire interne, un système efficace

d'administration publique fondé sur un véritable répartition des responsabilités entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, n'a pas été fondée. C'est ce modèle qui façonne la société et éduque le Citoyen : la valeur fondamentale de tout gouvernement. Un tel citoyen peut prendre conscience de l'importance de pouvoir voter et d'être élu. Et surtout, un tel citoyen sera responsable pour lui-même, son environnement et pour le choix auquel fait face son pays. L'absence de ces systèmes est un luxe superflu pour des pays dans des conditions géographiques limitées et difficiles.

Au cours des dernières années, nous n'avons pas réalisé un inventaire pan-arménien pour comprendre ce qui est, par exemple, la véritable base en matière de ressources pour le développement à long terme de modèles pour l'économie, la haute technologie, le complexe militaro-industriel, la science, l'éducation et la santé. C'est pourquoi nous n'avons pas de vraies stratégies d'importance vitale pour notre politique étrangère et de défense, pour la sécurité démographique, d'information et alimentaire. Après avoir acquis notre indépendance, nous ne l'avons pas rendu substantielle.

Pas besoin d'aller bien loin pour en avoir l'exemple. En 1994 nous avons libéré l'Artsakh, et jusqu'au 27 septembre 2020 nous n'avons pas de vision claire pour son avenir politique. Il n'y avait qu'une stratégie diplomatique pour empêcher une nouvelle guerre, qui était condamnée à l'échec dès le début. Pendant vingt ans, notre adversaire a insisté sur le fait qu'il ne permettrait pas la création d'un deuxième État arménien dans le Caucase, a acquis des armes modernes, s'est engagé dans un lobbying international actif et a établi des réseaux d'influence à travers le monde dans un seul but. Pourquoi ? La question est rhétorique car la réponse est on ne peut plus claire.

Nous avons perdu au moment où nous avons considéré la mission de retourner l'Artsakh comme achevée. Nous n'avons pas accordé suffisamment d'attention aux véritables garanties du développement et du renforcement de l'Artsakh – la croissance démographique (le nombre de la population de l'Artsakh est resté le même au cours des trois dernières décennies), et le perfectionnement des stratégies militaires, des mises à niveau des armes et de l'équipement. Nous nous sommes affaiblis et avons continué à vivre comme s'il n'y avait plus de grands défis à relever ou de menaces à neutraliser. Bien sûr, la victoire dans la guerre d'Artsakh est devenue une partie intégrante de notre identité, et il est évident que la conséquence la plus terrible aujourd'hui est la crise de la perception de soi. L'arménien se réveillait, vivait, travaillait et s'endormait avec la certitude qu'il faisait partie d'une nation victorieuse. A présent en quête d'une réponse, il se demande : « Qui suis-je maintenant ? »

Nous avons perdu la guerre de l'information, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Depuis des années, nous ne disions que ce qu'on voulait entendre et non ce qu'était la réalité. Les

mensonges, voir la déformation de la réalité, étaient partout, menaçant la sécurité nationale. Dans cette fausse réalité, notre État semblait organisé, l'économie et la science progressistes, l'armée forte, notre société démocratique, la presse libre, mais la réalité était complètement différente. Nous avons seulement réussi à nous tromper nous-mêmes, en signant ainsi d'avance sous le document de la défaite.

Il faudra beaucoup d'efforts, de volonté et de courage pour regarder dans les yeux de la réalité amère pour nous débarrasser de ce fardeau.

Nous sommes dans une situation difficile, mais en aucun cas nous ne pouvons permettre à l'Arménie, à l'Artsakh et à la Diaspora de se considérer vaincus.

Il y a une règle d'or en politique pour tous les temps - ne jamais dire jamais. Oui, aujourd'hui nous avons échoué sur le champ de bataille et sur le front extérieur, et le gouvernement actuel doit être tenu responsable pour ces échecs. Cependant, d'autres défis nous attendent, tant au niveau national qu'international. Afin de préserver notre souveraineté et l'élever fondamentalement à un nouveau niveau, nous devons mettre de côté nos émotions et commencer avant tout un travail difficile, désagréable, mais nécessaire, sur nous-mêmes.

Aujourd'hui, nous (et en premier lieu le gouvernement qui a pris des responsabilités devant ses propres citoyens et des arméniens du monde) devons reconnaître l'existence d'une profonde crise politique, économique, sociale et psychologique. Les citoyens ont le droit légitime et moral d'exiger des réponses concrètes, substantielles et opportunes concernant la résolution de cette crise auprès des membres de l'Assemblée nationale qu'ils ont élus, du gouvernement et du Premier ministre.

Le Président de la République a également son rôle et sa responsabilité.

La division de la société peut avoir des conséquences catastrophiques, de ce fait le peuple et le pays ont besoin d'une cure. La seule prescription logique et civilisée, ce sont les élections anticipées, dans des délais raisonnables et avec les amendements nécessaires au Code électoral et à la Constitution, qui permettront de démarrer le véritable processus de construction de l'État d'une nouvelle page. D'ici là, un gouvernement d'accord national doit être formé avec l'aide de l'institution du Président, l'une des branches légitimes, équilibrées et impartiales du pouvoir. Je vois la mission principale de ce gouvernement dans la réalisation de trois objectifs.

Premièrement, l'élimination des conséquences immédiates de la guerre : le retour de tous les prisonniers, otages et personnes déplacées, les traitements et les soins appropriés pour les blessés, la réparation des maisons et des appartements détruits et le retour à des conditions de vie normales pour ceux qui sont restés sans foyer.

Deuxièmement, la mise en place et la mise en œuvre d'une feuille de route pour sortir le pays de la crise politique et économique.

Troisièmement, dans un délai raisonnable, la réforme du cadre normatif-juridique afin de créer les conditions nécessaires pour les élections à venir, c'est-à-dire les amendements au Code électoral, à la loi sur les partis et, bien entendu, à la Constitution. Pour ce faire, le gouvernement devrait être composé de professionnels et d'experts spécialisés dans des domaines spécifiques.

Je le répète, il ne faut pas chercher de « sauveurs de la nation » ou des personnalités exceptionnelles, le pays doit être gouverné par des institutions, un système de freins et de contrepoids doit fonctionner entre les branches du pouvoir, tous les citoyens, sans exception, doivent respecter la loi et la suivre. Sinon, nous nous retrouverons dans des crises permanentes.

La Loi avec une majuscule et le fait de la suivre, c'est la base de toute société saine et de tout État fort, gage de développement et de continuité. C'est sur cette base que notre culture politique doit se construire. Il n'y a pas d'autre formule pour construire un État solide et stable.

Dans un système parlementaire, l'institution du Président a une apparence extérieure symbolique ou formelle, mais intérieurement, elle peut être une bouée de secours face à toute crise politique. En tant que chef d'État et responsable du suivi de la Constitution, l'institution du Président peut devenir la plate-forme irremplaçable où les solutions constitutionnelles et les mécanismes pour surmonter la crise seront formés à travers le dialogue. Alors se pose la question, notre Constitution est-elle parfaite ? Il n'y a qu'une réponse - non, comme la constitution de n'importe quel pays. Il y a des débats incessants dans le monde entier sur la modification des lois fondamentales de chaque pays. En tant que citoyen de la République d'Arménie, j'ai mon avis sur les lacunes de notre Constitution, mais en tant que Président de la République, je suis obligé de suivre la loi à la lettre. Nous pouvons céder aux émotions, mais toutes les demandes politiques doivent être satisfaites dans le cadre de la loi.

La « Troisième République » d'Arménie appartient au passé, nous sommes confrontés à une

nouvelle réalité qui nous rend très lucides, responsables et déterminés. La négligence nationale, la désorganisation, le désordre et l'incohérence, les faux agendas, idées et approches qui nous ont accompagnés ces dernières décennies doivent être jetés dans les archives de l'histoire.

Malheureusement, à ce jour, l'Arménie et le monde arménien n'ont pas encore saisi l'ampleur réelle, les causes et les conséquences de l'événement dramatique qui a eu lieu. Nous devons comprendre qu'une nouvelle page de l'histoire commence pour nous, avec de nouveaux défis, et cette fois avec un impératif exceptionnel de ne pas commettre d'erreur, d'agir avec compétence et professionnalisme.

Appelez cette page - « Nouvelle page », « Redémarrage », « Nouveau départ », « Quatrième République » ou autre, peu importe, la réalité est que nous entrons dans une nouvelle phase de l'histoire.

Après le choc national provoqué par la guerre et la phase de transition obligatoire, nous devons entreprendre la construction d'un nouvel État, que nous appelons conditionnellement la « Quatrième République » dans cet article.

En 2018, le changement de gouvernement aurait pu être le début d'une nouvelle étape de notre histoire, il y avait suffisamment de motifs pour la mobilisation, l'enthousiasme et le soutien populaire, mais il est devenu la fin de l'étape précédente sans offrir de nouvelle idéologie.

La défaite lors de la dernière guerre a été la défaite de ce système, et non la défaite du soldat, du peuple et de la nation.

La « Quatrième République » doit devenir la nouvelle base idéologique, conceptuelle et substantielle de notre peuple. L'accent sera mis sur la qualité de l'État, qui nécessite une réforme radicale du système de relations avec nos compatriotes dans le monde entier. Les perceptions géopolitiques, la politique, l'économie, la sécurité, le complexe militaro-industriel, la médecine, la science et l'éducation sont créés par des individus, et aujourd'hui nous avons un besoin urgent des meilleurs spécialistes.

Il ne manque pas d'arméniens éminents et il y en a toujours eu, nous devons simplement arrêter d'être simplement fiers de leur existence, mais en faire une partie de la réalité de notre d'État. Pour cela, il suffit de supprimer les « murs de Berlin » artificiels (qui sont présents dans les pages de la Constitution et les lois) entre l'Arménie et ses communautés. Ayant beaucoup d'expérience dans la communication avec notre diaspora, je peux affirmer avec confiance qu'il existe un potentiel énorme. Je répète que pour découvrir et utiliser correctement ce potentiel, nous avons besoin d'une approche systémique de l'État et d'une

bonne gouvernance.

Une tâche laborieuse nous attend, mais je ne doute pas de notre succès ultime. Le plus important c'est que chacun y croit et y participe dans les limites de ses capacités pour nous rapprocher de ce jour.

Nous n'avons pas le temps ou le luxe de faire de longues réflexions. Le moment est venu de prendre des actions pragmatiques, rapides et efficaces pour devenir un pays moderne, efficace, discipliné et organisé, bâti sur les bases des nouvelles technologies et de d'une nouvelle pensée, l'ARMÉNIE DU FUTURE, prête à relever les défis du 21^e siècle. Quels chemins à emprunter pour y arriver, on en parlera après.

10.Les Nouvelles d'Arménie

11 Janvier 2021

14 corps de soldats Arméniens tués trouvés en direction de Kovsakan au Haut-Karabagh samedi

Les recherches de corps de soldats Arméniens tués dans les zones de combats au Haut-Karabagh (Artsakh) et qui se trouvent désormais dans la partie azérie, se poursuivent. Le 9 janvier en direction de Zangelan (Kovsakan en arménien) 14 corps de soldats Arméniens furent trouvés a indiqué Hounan Tadevosyan le représentant de communication du Service de secours de la République de l'Artsakh. Il a déclaré que les recherches se poursuivront dimanche et lundi en direction de Hadrout, Kovsakan (Zangelan), Martouni, Mekhakavan (Djabrayil) et Vorotan (Koubatli).

« A Hadrout deux équipes travailleront, l'une pour rechercher les corps des soldats morts, l'autre pour rechercher ceux qui sont vivants et restent cachés » a indiqué H. Tadevosyan. Selon certaines informations, des soldats Arméniens pourraient encore rester en vie, cachés dans les forêts de l'Artsakh occupées par l'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

11.Les Nouvelles d'Arménie

10 Janvier 2021

La Turquie est-elle en train de changer de politique étrangère avec une saveur pan-turquiste ?

[La Turquie est-elle en train de changer de politique étrangère avec une \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Ankara semble réfléchir à une révision de la politique étrangère favorable aux États-Unis pour contrer l'Iran et la Russie dans les régions du Caucase et de la mer Noire, mais un tel changement ne sera pas sans risques géopolitiques ailleurs.

Dans un message assez inhabituel sur son site Web la semaine dernière, le ministère turc de la Défense a publié des images et des images d'une réunion que les ministres de la Défense et des Affaires étrangères du pays ont eue avec des représentants de deux minorités turques - les Turcs Ahiska et les Gagaouzes - lors d...